

**Marché multi technique pour l'exploitation des installations
des sites de l'IRR (Nancy et Lay Saint Christophe)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

SOMMAIRE

1. GENERALITES

- 1.1. DISPOSITIONS GENERALES**
- 1.2. DOCUMENTS CONTRACTUELS**
- 1.3. GARANTIE**
- 1.4. ASSURANCES ET RESPONSABILITE CIVILE**
- 1.5. PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**
- 1.6. DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS**

2. ACCES – CONSIGNES – LOCAUX

- 2.1. ACCES**
- 2.2. CONSIGNES**

3. CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION

- 3.1. DUREE DU MARCHE – DEBUT DES PRESTATIONS**
- 3.2. RECONDUCTION**
- 3.3. SERVICE MINIMAL EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL**
- 3.4. DEFAILLANCE DU TITULAIRE**
- 3.5. ORGANISATION DES PRESTATIONS**
- 3.6. PREVENTION DES RISQUES**
- 3.7. SUJETIONS RESULTANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION**
- 3.8. RESTITUTION DES INSTALLATIONS À L'EXPIRATION DU MARCHÉ**

4. FORME ET CONTENU DES PRIX

- 4.1. REGLEMENT DE LA CONSOMMATION DE COMBUSTIBLE**
- 4.2. TRAITEMENT DE L'EAU**
- 4.3. REDEVANCE P2 : REGLEMENT DES PRESTATIONS DE SURVEILLANCE, CONDUITE ET PETIT ENTRETIEN**
- 4.4. REDEVANCE P3 : REGLEMENT DES PRESTATIONS DE GROS ENTRETIEN ET RENOUELEMENT DU MATERIEL**

5. FACTURATION ET PAIEMENT

- 5.1. REDEVANCE P1**
- 5.2. REDEVANCE P2**
- 5.3. REDEVANCE P3**
- 5.4. PRESENTATION DES ACOMPTES ET DES FACTURES**
- 5.5. APPLICATION DE LA TVA**
- 5.6. REGIME DE PAIEMENT**

6. VARIATION DES PRIX

- 6.1. REVISION DU PRIX P1**

- 6.2. REVISION DU PRIX P2 : PRESTATIONS DE CONDUITE ET D'ENTRETIEN
- 6.3. REVISION DU PRIX P3 : GROS ENTRETIEN

7. RESULTATS ET PRESTATIONS NON CONFORMES

- 7.1. RESULTATS A GARANTIR
- 7.2. VERIFICATION
- 7.3. ADMISSION
- 7.4. PRESTATIONS NON CONFORMES

8. REFACTIONS ET PENALITES

- 8.1. REFACTION DE PRIX
- 8.2. PENALITES

9. RESILIATION DU MARCHE

10. CLAUSE RESOLUTOIRE

11. EXECUTION PAR DEFAUT

12. CLAUSE CONFIDENTIELLE

13. DIFFERENDS ET LITIGES

14. DEROGATIONX AUX DOCUMENTS GENERAUX

.GENERALITES

1.1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1.1. OBJET DU MARCHE - PROCEDURE

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'exécution de prestations de maintenance d'exploitation multi techniques des installations des sites de l'IRR :

- Centre Louis Pierquin à Nancy (54000) – Chauffage urbain,
- Centre de Réadaptation à Lay-Saint-Christophe (54690) – Electricité + gaz.

Le présent marché est composé d'un lot unique.

Il s'agit d'un marché de type Prestations et Forfait Intéressement (PFI). Le contrat PFI comprend une clause d'intéressement aux économies de fluides et d'énergie et le partage des excès de consommations.

Les dénominations du marché sont définies par le Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat n° 2007-17 du 4 mai 2007.

Le candidat ne pourra avancer une quelconque exclusion quant au périmètre du marché et les prestations associées sous peine de rejet de son offre pour non-conformité au cahier des charges. Le cahier de charges du présent marché ne peut être dérogé et doit être appliqué dans son intégralité.

Dans une perspective de 5 ans, l'UGECAM NORD EST sera amenée à développer son offre de soin par le regroupement des activités des sites de Lay-Saint-Christophe et Flavigny sur l'emprise foncière du Centre L. Pierquin par la construction d'une extension et la restructuration des locaux actuels du Centre Louis Pierquin.

La procédure de consultation est celle de l'appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché public de service au sens de l'article L.1111-4 du Code de la commande publique.

Le marché ne comporte qu'un seul lot comprenant les ensembles fonctionnels suivants :

1.1.2. PERIMETRE DES PRESTATIONS

A. **Chauffage, Ventilation, Climatisation, Extractions cuisine, Système d'extraction** des ateliers, de l'appareillage et des installations de reconditionnement des copeaux bois et compresseurs et **Moteur Désenfumage**.

B. **Eau Chaude Sanitaire, Traitement de l'eau et des effluents, Plomberies** : des réseaux de chaud et de froid, des réseaux d'ECS.

C. **Balnéothérapie** non compris leurs **équipements biomédicaux**,

- D. **Courants forts et faibles** : Gestion Technique du Bâtiment et Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur ; groupes électrogènes, transformateurs, onduleurs et armoires divisionnaires, BAES/BAEH, volets roulants électriques.
- E. **Équipements de cuisine** : équipements de froid, chariots de mise en température et hottes.
- F. **Portes automatiques, Portails et barrières automatiques** des sites
- G. **Toitures terrasses** pour les deux sites de l'IRR
- H. **Astreinte TCE** hors périmètre prestations multi-techniques
- I. Prestation de **déneigement, salage** à la demande (cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement).

2.6.2 Option à chiffrer - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats devront répondre à l'option suivante :

G. Toitures terrasses

Le Titulaire ne pourra avancer une quelconque exclusion quant au périmètre du marché et les prestations associées aucune dérogation au cahier des charges n'est acceptée.

Le TITULAIRE doit également la gestion des astreintes techniques TCE pour l'ensemble des installations des sites dans et hors le périmètre du contrat de maintenance :

- * Du lundi au jeudi, hors week-end et jours fériés, de 16h30 à 08h00.
- * Les week-ends du vendredi 16h30 au lundi 8h00, 24h00 / 24h00.
- * Les jours fériés de la veille 16h30 au lendemain 8h00, 24h00 / 24h00.

Le TITULAIRE disposera pour cela d'un personnel en nombre suffisant et possédant les qualifications indispensables.

Les prestations à exécuter, objet du présent marché, sont définies au CCTP. Elles sont exécutées dans le strict respect des normes et réglementations en vigueur.

1.2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels constitutifs du marché sont par ordre de priorité décroissante

1.2.1. LES PIECES PARTICULIERES

- l'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.

1.2.2. LES PIECES GENERALES EN VIGUEUR

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G./FCS) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30/03/2021),
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés de travaux (pour le P3 à titre complémentaire ou subsidiaire pour ce qui concerne les opérations de travaux non comprises dans les prestations de maintenance),

- les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) établis par la Commission Centrale des Marchés et plus particulièrement le guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage approuvé le 4 mai 2007 par le Comité Exécutif de l'Observatoire Economique de l'Achat Public,
- les Documents Techniques Unifiés (DTU) en vigueur et tous documents réglementaires et normes françaises relatifs aux équipements et prestations concernées,
- le règlement de sécurité incendie du 25 juin 1980 avec ses additifs et mises à jour,
- le code du travail et ses décrets d'application, en particulier pour la prévention,
- le règlement sanitaire départemental type et éventuellement les dispositions locales en vigueur,
- les circulaires DGS n°97/311 du 24 avril 1997, DGS n°98/711 du 31 décembre 1998 et DGS n°2002/243 du 24 avril 2002, relatives à la surveillance et à la prévention du risque lié aux légionelloses,
- l'arrêté du 7 avril 1981 modifié relatif fixant les dispositions techniques applicables aux piscines,
- l'arrêté du 29 septembre 1997 (J.O. du 23 octobre) fixant les conditions d'hygiène applicables dans les établissements de restauration collective à caractère social,
- l'arrêté du 16/06/2008 modifié portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale,
- le Code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er}/04/2019,
- l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Le TITULAIRE ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et d'une manière générale de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

1.3. GARANTIE

Les ouvrages désignés en annexe 1 au CCTP "description des installations" peuvent être concernés par des garanties "pièce et main d'œuvre" assurées par les installateurs des équipements des deux sites.

Le TITULAIRE doit cependant la mise à jour systématique du Dossier des Ouvrages Exécutés et les Dossiers Exploitation et Maintenance.

1.4. ASSURANCES ET RESPONSABILITE CIVILE

Le TITULAIRE est tenu de produire au CLIENT, dans le délai fixé à l'article "Délais de remise des documents" du présent document et avant tout début d'exécution des prestations, les polices et attestations de la compagnie d'assurance spécifiant que son entreprise est assurée en responsabilité civile au titre du marché pour pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes, à l'égard de tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités d'exécution, notamment : accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquences d'un défaut.

Le TITULAIRE prévient le CLIENT de toutes modifications dans ses qualifications et ses polices d'assurances et produit un exemplaire de ladite police d'assurance modifiée.

Dans tous les cas de constatation de dommage, le TITULAIRE déclare le sinistre à ses assureurs, prend immédiatement toutes mesures conservatoires pour garantir les résultats du marché et informe le CLIENT sans délai.

1.5. PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le TITULAIRE est tenu de se conformer aux lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.

Le marché est placé sous la conduite d'un Responsable technique qui est l'interlocuteur direct auprès du CLIENT. Il est présent sur le site sur convocation du Responsable technique de l'IRR et a un pouvoir suffisant pour engager la responsabilité du TITULAIRE.

Il est notamment responsable :

- du respect des plannings,
- du contrôle de la qualité des prestations, de l'organisation du travail,
- du suivi du marché de façon générale,
- de l'information auprès des responsables de l'IRR,
- de la discipline et du respect des consignes par le personnel intervenant.

A cet effet, le TITULAIRE remet au CLIENT, la liste nominative du personnel d'intervention en début de marché.

Cette liste doit être tenue à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment s'il cesse ou commence son travail. La mise à jour doit être effectuée immédiatement.

Le TITULAIRE est tenu d'informer le CLIENT par courrier de tout changement d'adresse, de numéro de téléphone, de personnel.

La raison sociale, l'adresse et le numéro de téléphone du TITULAIRE et de la permanence devront être apposés sur la porte d'entrée de tous les locaux techniques dans lesquels il pourrait avoir à intervenir.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le TITULAIRE dote son personnel d'exécution d'un vêtement de travail adapté à sa fonction d'un type et d'une couleur agréées par le CLIENT.

Aucun agent du TITULAIRE, de ses cotraitants ou sous-traitants ne peut être admis s'il n'est pas revêtu de sa tenue de travail, s'il est démuné de l'insigne du TITULAIRE, à l'exclusion de tout marquage dont l'aspect publicitaire serait considéré comme excessif, ou s'il présente une tenue négligée. Les tenues doivent être propres et soignées.

Les tenues et badges ou inscriptions sont à faire accepter par le CLIENT. Le personnel d'encadrement porte un insigne spécifique du TITULAIRE.

Le CLIENT se réserve le droit à tout moment et sans avoir à en justifier de demander le remplacement de tout membre du personnel du TITULAIRE ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Tout le personnel du TITULAIRE exerçant ses fonctions au titre du présent marché devra être soumis aux visites médicales réglementaires.

En outre, et d'une manière générale, tous les employés devront satisfaire aux obligations des lois sur les vaccinations.

Il soumettra, d'autre part, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les divers examens, épreuves et vaccinations sont à la charge du TITULAIRE. Il devra également fournir, à la demande du CLIENT, la preuve que les prescriptions du présent article ont été respectées.

Le personnel d'intervention du TITULAIRE est soumis :

- au règlement intérieur de l'établissement,
- au règlement incendie de l'établissement,
- aux règlements d'hygiène et aux consignes de sécurité données au personnel de l'établissement,
- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant dans l'établissement (port du badge, interdiction d'introduire toute boisson alcoolisée, ...).

Le TITULAIRE doit prendre connaissance des règlements et dès leur publication en informer tous les personnels du TITULAIRE et des sous-traitants qui sont susceptibles d'intervenir dans l'établissement.

Le personnel du TITULAIRE doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des tiers et particulièrement des patients accueillis par l'IRR.

L'usage des matériels et équipements que renferment les locaux, notamment les appareils téléphoniques, photocopieurs, micro-ordinateurs, ... est interdit sauf en cas d'urgence professionnelle.

Les interventions du Responsable technique de l'IRR suite à un usage anormal ou au non respect des consignes d'utilisation sont facturées au TITULAIRE.

Avant toute intervention les personnels du TITULAIRE ou de ses sous-traitants devront s'identifier à l'accueil de l'IRR. Il en va de même lors de leur départ du site.

1.6. DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS

- | | |
|-----------------------------------|---|
| - justification d'assurances | dans les 8 jours suivant la notification du marché, |
| - liste nominative des personnels | dans les 8 jours suivant la notification du marché, |
| - compte rendu mensuel | 8 jours après la fin du mois considéré, |
| - compte rendu trimestriel | lors de la réunion trimestrielle, |
| - proposition de planning annuel | dans les 8 jours suivant la notification du marché. |

2. ACCES – CONSIGNES – LOCAUX

2.1. ACCES

Le personnel du TITULAIRE a accès aux locaux de l'établissement pour l'exécution de ses prestations mais doit en tout état de cause respecter les consignes ou les mesures d'organisation, d'hygiène et de sécurité que les services de l'établissement peuvent imposer pour la bonne marche de l'IRR.

L'accès à l'établissement étant réglementé, il est remis aux agents du TITULAIRE, à leur arrivée sur le site, les clés et badges nécessaires pour leur permettre d'effectuer leurs prestations de maintenance.

Le TITULAIRE est responsable de l'utilisation des clés et badges remis à son personnel et de leur garde. Ces clés et badges sont restitués à tout moment sur simple demande du CLIENT et au départ des agents de l'établissement.

L'absence de restitution peut donner lieu à poursuites et à rupture du marché. Dans ce cas, il peut être demandé de remplacer toutes les serrures concernées.

Le TITULAIRE est tenu de signaler immédiatement au Responsable technique de l'IRR toute perte de clé ou de badge.

2.2. CONSIGNES

Le TITULAIRE met en place l'ensemble des moyens nécessaires et conformes à la réglementation en vigueur pour assurer la bonne exécution de la prestation. Il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Après son intervention, le TITULAIRE remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

3. CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION

3.1. DUREE DU MARCHE – DEBUT DES PRESTATIONS

Ce marché prendra effet à compter du **1^{er}/09/2024** pour une durée ferme de 5 ans maximum soit une échéance au 31/08/2029 sauf :

- dénonciation formulée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception six mois avant l'expiration de chaque période annuelle contractuelle ou de la date souhaitée de résiliation du marché,
- application de la clause résolutoire (article 15 du CCAP).

Le marché pourra être prolongé d'une année supplémentaire à l'échéance des 5 ans par voie d'avenant à l'initiative de l'UGECAM NORD EST.

3.2. SERVICE MINIMAL EN CAS D'ARRET DE TRAVAIL

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le TITULAIRE prendra les mesures nécessaires afin d'assurer les prestations prévues par le présent marché à ses frais et risques.

La grève n'exonère pas le TITULAIRE de ses obligations contractuelles, il lui appartient de trouver des solutions palliatives pour se conformer à la bonne exécution du marché. Tout manquement fera l'objet d'une mise en demeure et pourra constituer un cas de résiliation du marché aux torts du TITULAIRE.

3.3. DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas de défaillance de l'entreprise TITULAIRE ou s'il n'a pas fait application de l'article

3.2 du présent C.C.A.P., le CLIENT se réserve le droit, sans mise en demeure préalable, de faire exécuter ces prestations par une autre société. Ces mesures seront notifiées au TITULAIRE, les travaux étant exécutés à ses frais et risques.

Enfin, quelle que soit la procédure engagée, les pénalités visées à l'article 8 continuent de s'appliquer tant que la situation n'est pas conforme aux données contractuelles ou tant que le marché n'est pas résilié.

3.4. ORGANISATION DES PRESTATIONS

3.4.1. CALENDRIER DES PRESTATIONS

Le TITULAIRE doit établir et fournir au Responsable technique de l'IRR le planning annuel des prestations à la date prévue à l'article 1.6. du présent CCAP. Les périodicités d'exécution des prestations sont définies au CCTP.

3.4.2. EFFECTIFS

Les effectifs nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCTP, éventuellement la répartition des effectifs nécessaires à l'exécution des prestations, basée sur les périodicités définies au CCTP sont décrits par le TITULAIRE au début des prestations et tient compte de la législation en vigueur.

Un agent de l'entreprise est chargé de l'encadrement, de la discipline, du contrôle de l'exécution des prestations et des clauses du marché.

Le CLIENT se réserve le droit de vérifier la qualification du personnel mis en place par le TITULAIRE. L'emploi de toute personne ne présentant pas les compétences nécessaires à l'exécution des prestations est un motif autorisant le Responsable technique de l'IRR à demander le remplacement immédiat du personnel, voire en cas de non-respect, prolongé ou renouvelé de cette disposition de résilier le marché aux torts du TITULAIRE.

3.4.3. SOUS-TRAITANCE

Pendant la période d'exécution des prestations, le TITULAIRE ne peut pas sous traiter les prestations du marché sans l'accord express et préalable du CLIENT.

Désignation de sous-traitants en cours de marché :

Tous les sous traitants devront faire l'objet d'une demande d'agrément soumise au CLIENT au moins 3 semaines avant l'intervention envisagée et comportant notamment :

- les renseignements nécessaires au CLIENT pour apprécier la situation du sous traitant et donner son agrément,
- le montant sous traité et les conditions de règlement.

Cet agrément ne dégage pas le TITULAIRE de sa responsabilité qui reste pleine et entière. De plus, il prend toutes dispositions pour assurer la coordination de l'intervention.

3.4.4. LOCAUX MIS A DISPOSITION ET LOCAUX TECHNIQUES

Le CLIENT met à disposition du TITULAIRE, à titre gratuit, un ou plusieurs locaux de rangement des matériels et de stockage des produits et pièces détachées et un bureau. L'aménagement des locaux est à la charge du TITULAIRE qui doit en assurer l'entretien et la propreté.

Le CLIENT se garde le droit d'accès à tous les locaux placés sous la responsabilité du TITULAIRE pour l'exécution du présent marché et la possibilité de les échanger contre des locaux équivalents.

Ces locaux ne peuvent être utilisés que pour les opérations d'exécution du présent marché.

Le TITULAIRE s'assure du verrouillage des locaux après intervention, veille à éteindre l'éclairage des locaux y compris techniques et remet les clés au Poste Central de Sécurité au départ des agents.

3.4.5. MATERIELS DE CONTROLE ET OUTILLAGE

Le TITULAIRE doit mettre à disposition du CLIENT les matériels nécessaires au contrôle des prestations.

Le TITULAIRE met à la disposition de ses agents tous les moyens nécessaires pour procéder aux interventions immédiates.

Le TITULAIRE est seul responsable du matériel qu'il met en œuvre sur le site. Aucun matériel appartenant au CLIENT n'est mis à la disposition du TITULAIRE.

3.4.6. FOURNITURES ASSUREES PAR LE CLIENT

Les fournitures d'énergie électrique, d'eau froide et chaude, etc ..., nécessaires à l'exécution proprement dites des prestations sont assurées gratuitement par le CLIENT.

Les fournitures de téléphone, d'eau et d'électricité consommées dans les locaux mis à disposition exclusive du TITULAIRE par le CLIENT peuvent faire l'objet de marché de fourniture sur décision du CLIENT et de facturation selon les tarifs en vigueur.

3.5. PREVENTION DES RISQUES

En cas de constatation ou dès qu'il en a connaissance de non-conformité à la réglementation et aux normes en vigueur des matériels, équipements ou installations à sa charge, d'anomalie ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens, le TITULAIRE doit avertir immédiatement le CLIENT.

3.5.1. SECURITE INCENDIE

Les techniciens permanents de maintenance selon le secteur technique concerné, peuvent être intégrés, sur décision du CLIENT, au service incendie de l'établissement, pendant leur présence sur le site et à ce titre doivent intervenir dès communication d'une alarme incendie pour rechercher la cause et commencer l'intervention dans la limite de leurs moyens. Les techniciens sont formés pour les interventions sur les incendies.

3.5.2. SECURITE DES USAGERS

Lorsque la sécurité des usagers peut être mise en défaut, notamment par l'emploi de gaz comprimés ou de matériaux présentant un danger pour le public, il doit obligatoirement avant exécution de tout travail, être dressé un procès verbal d'ouverture de chantier entre le TITULAIRE ou toute autre entreprise intervenant pour le TITULAIRE ou non et le Responsable technique de l'IRR, avec l'obligation du permis feu pour chaque tâche qui le nécessite (soudure, meulage, ...).

Les permis feu sont établis par le CLIENT pour chaque tâche et chaque jour. Ces travaux doivent être impérativement exécutés en dehors des périodes d'occupation des locaux.

Ces mêmes types de travaux peuvent être exécutés selon les mêmes procédures dans les locaux techniques sans restriction d'occupation des locaux.

Tous les autres travaux d'entretien courant et de maintenance ne présentant pas de risques particuliers, sont exécutés en accord avec le CLIENT.

Le TITULAIRE ne peut en aucun cas stocker de produits dangereux dans l'enceinte de l'établissement, autres que ceux nécessaires à sa consommation journalière.

3.5.3. DISPOSITIFS DE PROTECTION

Des dispositifs de protection doivent être installés lors des travaux et des opérations de maintenance pour la protection du personnel du TITULAIRE, des personnels de l'IRR et du public afin d'empêcher l'accès des personnes et des véhicules, à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments.

Le TITULAIRE prend toutes dispositions, en accord avec le CLIENT et fait son affaire des autorisations nécessaires auprès des autorités compétentes pour les interventions extérieures aux bâtiments, en voirie en particulier.

Le TITULAIRE fournit à cet effet le matériel le mieux adapté et le maintien en parfait état de fonctionnement.

Le TITULAIRE met en place tous les équipements nécessaires pour la sécurité de son personnel.

3.5.4. PLAN DE PREVENTION

Les dispositions du décret 92-158 du 20 février 1992 et de l'instruction ministérielle n° 300611/DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998 sont applicables.

Le CLIENT et le TITULAIRE procèdent avant le commencement des prestations à une information réciproque sur les risques encourus et les mesures de prévention envisagées.

Selon l'importance de sa mission, le TITULAIRE établit, dans le respect des préconisations du DIUO, un plan de prévention avant le début des prestations. Ce dossier définit toutes les mesures de prévention mises en place lors d'interventions à risque d'interférence, non seulement vis à vis de l'Entreprise utilisatrice (l'établissement) mais du personnel, du public et des autres Entreprises extérieures :

- accès en général : horaires, identification des intervenants, zones de sûreté, locaux à risques particuliers d'incendie, ...
- manutention, utilisation d'engins de transport, de manutention ou de levage, ...
- délimitation des zones d'intervention, balisage et signalisation des zones d'interventions, et des équipements consignés par les interventions, maintien des circulations du personnel de l'Entreprise Utilisatrice et du public, ...
- utilisation de produits, matières, énergie présentant des dangers d'incendie, d'explosion, de brûlure, d'intoxication, de pollution, ...
- procédures préalables et pendant consignations, et avant remise en régime normal,
- travaux à risques, en hauteur, définition des mesures de protection, ...
- travaux en milieu ou à accès difficile, ou "isolé" : mesures prises pour assurer la protection des personnes et des biens en locaux techniques, moyens de communication et de surveillance à distance des intervenants, ...

3.5.5. PREVENTION DES INFECTIONS NOSOCOMIALES

Dans le cadre des nouveaux indicateurs du tableau de bord des infections nosocomiales tous les prestataires intervenant dans le cadre des fonctions logistiques devront être formés en hygiène hospitalière.

Cette formation pourra être assurée par le CLIENT dans des conditions à définir.

3.7. SUJETIONS RESULTANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Le TITULAIRE ne peut se prévaloir, ni pour éluder ses obligations définies au marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute opération décidée par le Responsable technique de l'IRR.

3.8. RESTITUTION DES INSTALLATIONS À L'EXPIRATION DU MARCHÉ

A l'expiration du marché, le TITULAIRE remettra à la disposition de l'IRR, toutes les installations confiées.

Sont remis à disposition les installations, les équipements et les matériels qui s'y rattachent à savoir notamment :

- ceux qui auront été mis en place par le TITULAIRE lors de la prise d'exploitation,
- ceux qui auront été renouvelés au cours de l'exploitation,
- les matériels complémentaires que le TITULAIRE a installé avec l'accord du CLIENT.

La remise à disposition des installations, équipements et matériels s'effectue sans indemnisation du TITULAIRE sauf disposition contraire expressément convenue.

Trois mois avant l'expiration du marché, conformément aux dispositions du Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage, un état des lieux détaillé est dressé pour chaque type d'installation et pour chaque bâtiment. Cet état des lieux est établi contradictoirement, entre le TITULAIRE et le CLIENT qui peut se faire représenter par une personne ou un organisme spécialisé de son choix. Ces opérations font l'objet d'un procès verbal signé des parties.

A tout moment au cours de marché d'exploitation, l'IRR se réserve le droit de passer avec un prestataire de son choix, spécialisé dans le domaine de l'utilisation de l'énergie et de l'exploitation-maintenance, un marché de contrôle général de l'application des dispositions du présent marché. Le TITULAIRE a l'obligation de fournir gratuitement tous les renseignements utiles, sur les plans technique, économique et administratif.

Dans le cas où des compléments de prestations, des travaux ou encore des compensations diverses seraient préconisés par l'organisme expert, il revient au CLIENT d'en demander l'exécution au TITULAIRE.

4. FORME ET CONTENU DES PRIX

4.1. REGLEMENT DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE ET DE L'INTERESSEMENT

4.1.1. REGLEMENT DE LA FOURNITURE DE COMBUSTIBLE ET ENERGIE P1

Les fournitures et les paiements auprès des fournisseurs de combustible ou d'énergie sont à la charge du CLIENT.

4.1.2. INTERESSEMENT AUX ECONOMIES D'ENERGIE (CHAUFFAGE LOCAUX)

La période contractuelle de chauffage est considérée comme la période courant du 1er septembre de l'année n au 30 juin de l'année n+1.

La période d'exploitation à laquelle il est fait référence dans le présent document couvre la période du 1^{er} septembre de l'année n au 30 juin de l'année n+1.

A la fin de chaque exercice, un intéressement sera versé au TITULAIRE ou une pénalité lui sera retenue en fonction de l'écart (économie ou excès) entre les quantités NC et NB définies comme suit :

4.1.2.1. Consommation de base : NB

DJU contractuels

Pour l'application de la clause d'intéressement et de pénalisation du présent marché, il est précisé que les DJU à prendre en considération sont ceux de base $X = 18^{\circ}\text{C}$, correspondants à la période effective de chauffage, relatifs aux stations météorologiques de Nancy pour le Centre Louis Pierquin et le Centre de Réadaptation de Lay Saint Christophe visés dans l'annexe 3 de l'acte d'engagement et calculés selon la méthode de **METEOCLIM**.

Dans le cas où la station météorologique viendrait à interrompre ses relevés

pour une période donnée, les DJU de ladite période seront estimés à partir des éléments de calculs fournis par une autre station la plus représentative du secteur concerné, déterminée conjointement par le CLIENT et le TITULAIRE.

NB : quantité de combustible ou d'énergie contractuelle théoriquement nécessaire pour assurer le chauffage des locaux dans les conditions climatiques moyennes définies par le NDJU contractuel.

Les NDJU contractuel sont indiqués à l'acte d'engagement.

Ils correspondent :

- Pour le site de Nancy aux DJU des années 2019/2020 – 2020/2021 – 2022/2023 du 1er septembre au 30 juin comme définit en annexe 3 à l'AE pour la station météorologique de Nancy.
- Pour le site de Lay Saint Christophe aux DJU des années 2019/2020 – 2020/2021 – 2022/2023 du 1er septembre au 30 juin comme définit en annexe 3 à l'AE pour la station météorologique de Nancy.

La valeur contractuelle des NB est celle proposée par le TITULAIRE dans l'annexe 3 de l'acte d'engagement.

N'B : quantité de combustible ou d'énergie contractuellement nécessaire au chauffage des locaux, pendant la durée effective de chauffage, dans les conditions climatiques de la saison considérée (DJU réels).

N'B = NB x DJU réels/DJU contractuels

En cas d'interruption du chauffage d'une durée supérieure à 24 h pendant la période de chauffage, les DJU correspondants à cette durée seront déduits des DJU réels.

Modification de la valeur de base : NB

Le TITULAIRE reconnaît avoir été informé que le CLIENT peut être amené à mettre en oeuvre des mesures d'économie telles que : isolations intérieures ou extérieures, remplacement de menuiseries, mise en place de survitrage, refonte de chaufferie, etc. sur certains bâtiments selon un programme qui lui sera communiqué au fur et à mesure.

Dans ces conditions, le NB sera diminué en fonction des pourcentages d'économie, calculés par les BET chargés des études, le TITULAIRE pouvant faire vérifier ces calculs contradictoirement.

Dans le cas de refonte complète des installations ou d'isolation totale d'un bâtiment, il pourra être revu après une saison de chauffe sous réserve d'un accord entre le TITULAIRE et le CLIENT.

En ce qui concerne l'application des mesures d'économie relevant de la technique de la gestion et d'une façon générale, des mesures entraînant des économies difficiles à déterminer par le calcul, telles que pose de bourrelets d'étanchéité, meilleur réglage, etc. les NB ne seront pas modifiés tant que la consommation réelle ne sera pas inférieure aux pourcentages indiqués ci-dessous, les premières et deuxièmes années.

A contrario, le CLIENT peut être amené à réaliser des extensions de locaux entraînant une augmentation des consommations. Dans ce cas, le NB sera augmenté en fonction des consommations prévisionnelles des nouveaux locaux calculés par les BET chargés des études, le TITULAIRE pouvant faire vérifier ces calculs contradictoirement.

Révision des NB

Si la quantité de combustible ou d'énergie consommée NC diffère de plus de 10 % de la consommation théorique N'B pendant deux saisons successives ou de plus de 20 % au cours d'une seule saison, il sera déterminé une nouvelle quantité de référence NB.

Pour le cas des bâtiments ou installations neufs ou ayant subi une importante modification (isolation des bâtiments, changement des générateurs de chaleur, adjonction d'un récupérateur de chaleur...), la quantité de référence NB pourra être modifiée si, au cours de la première saison, la quantité de combustible ou d'énergie consommée diffère de plus de 10 % de la consommation théorique N'B.

En cas de désaccord, le marché pourra être résilié de plein droit, sans indemnité, à la demande de l'une quelconque des parties conformément à l'article 9 du présent CCAP.

4.1.2.2. Consommation réelle : NC

NC : quantité de combustible ou d'énergie réellement consommée pour le chauffage des locaux pendant la période considérée.

Dans le cas où le marché comprend une fourniture d'eau chaude sanitaire et si la consommation de combustible ou d'énergie nécessaire au chauffage des locaux ne peut être différenciée de celle nécessaire à la fourniture de l'eau chaude sanitaire, la quantité de combustible ou d'énergie NC consommée pour le chauffage des locaux est prise égale à la quantité totale de combustible ou d'énergie pendant la période de chauffage diminuée de celle nécessaire au réchauffage de l'eau chaude sanitaire.

Cette dernière est le produit du nombre de mètres cubes d'eau chaude sanitaire fournis pendant la période de chauffage (M) par la consommation de base de combustible ou d'énergie (q) théoriquement nécessaire pour le réchauffage d'un mètre cube d'eau froide (y compris, s'il y a lieu, les pertes calorifiques du réseau de distribution) pendant la période de chauffage.

Le site de Lay St Christophe bénéficiant de deux énergies pour le chauffage il conviendra de considérer un NC1 Gaz naturel équivalent aux consommations globales de gaz naturel du site et un NC2 électricité représentant la consommation réelle d'électricité du site pour les radiateurs, les CTA et le chauffage au sol (relevés suivants compteurs).

4.1.3. DEFAILLANCE DU COMPTEUR (COMBUSTIBLE OU ENERGIE)

En cas de défaillance ou de dérèglement manifeste du compteur de combustible, la quantité de combustible prise en compte pour le calcul du NC, pour la période comprise entre la date du dernier relevé précédant la défaillance et celle du rétablissement du bon fonctionnement du compteur, est calculée suivant la formule :

$$NC = NC' \times NDJU / N'DJU$$

où :

NC : est la quantité après correction

NC' : est la quantité fournie pendant 1 mois de régime établi après la remise en service du compteur

NDJU : est le nombre de Degrés Jours Unifiés constatés à la station météo de référence pendant la période où le compteur a été défaillant

N'DJU : est le nombre de Degrés Jours Unifiés constatés dans les mêmes conditions pendant la période de référence où a été fournie NC'

4.1.4. PARTAGE DES ECONOMIES OU EXCES DE CONSOMMATION CHAUFFAGE

Par dérogation à l'article 7.6 du Guide de Rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage l'intéressement sera calculé suivant les modalités ci-après, à l'issue de chaque saison de chauffage.

MARCHE DE TYPE PFI

Si la quantité de combustible ou d'énergie NC est inférieure à la quantité théorique N'B, le TITULAIRE bénéficie d'un intéressement I d'un montant égal au tiers de la valeur de l'économie réalisée selon la formule suivante :

$$I = 1/3 (N'B - NC) \times c$$

c étant le prix moyen de fourniture du combustible ou d'énergie pour la période de chauffage

Pour Louis Pierquin :

- c = somme des factures du réseau de chauffage urbain (partie fixe + partie proportionnelle de la tarification du réseau urbain) divisée par le nombre de MWh utile livré sur l'exercice considéré.

Pour Lay Saint Christophe, selon l'énergie considérée :

- c1 = (somme des factures de fourniture de gaz + somme des factures liées au transport et à la distribution du gaz naturel) divisée par le nombre de MWh PCS livré sur l'exercice considéré,
- c2 = somme des factures de fourniture d'électricité + somme des factures liées au transport et à la distribution d'électricité) divisée par le nombre de MWh livré sur l'exercice considéré,

Si la quantité de combustible ou d'énergie NC est inférieure de plus de 20 % à la quantité théorique N'B, la valeur de l'économie supplémentaire au-delà de ces 20 % revient entièrement au CLIENT.

Si la quantité de combustible ou d'énergie NC est supérieure à la quantité théorique N'B, il est retenu au TITULAIRE au titre de la pénalité P, deux tiers de la valeur de

l'excès réalisé selon la formule suivante :

$$P = 2/3 (NC - N'B) \times c$$

Si la quantité de combustible ou d'énergie NC est supérieure de plus de 20 % à la quantité théorique N'B, la valeur de l'excès supplémentaire au-delà de ces 20 % est entièrement à la charge du TITULAIRE.

4.1.5. REGLEMENT DE LA CONSOMMATION D'ECS (E1)

Sans objet.

4.1.6. DEFAILLANCE DU COMPTEUR D'EAU

En cas de défaillance du compteur d'eau, la consommation considérée pendant la période de dysfonctionnement sera estimée en fonction de la consommation journalière moyenne de la saison précédente relevée sur la même période.

4.1.7. INTERESSEMENT AUX CONSOMMATIONS D'EAU

Le TITULAIRE doit le suivi et la surveillance de tous les compteurs et sous compteurs d'eau froide et chaude. Ce suivi sera présenté sous forme de tableau au responsable technique de l'IRR lors de chaque compte rendu mensuel.

En ce qui concerne les installations de balnéothérapie, à la fin de chaque exercice, un intéressement sera versé au TITULAIRE où une pénalité lui sera retenue en fonction de l'écart (économie ou excès) entre les quantités théoriques d'eau nécessaires définies à l'annexe 1 de l'acte d'engagement (EB) et la consommation réelle relevée au compteur d'eau situé à l'entrée des installations de Balnéothérapie sur l'exercice considéré (EC).

4.1.8. PARTAGE ECONOMIES OU EXCES CONSOMMATION D'EAU (BALNEO)

Si la quantité d'eau EC est inférieure à la quantité théorique EB, le TITULAIRE bénéficie d'un intéressement l' d'un montant égal au tiers de la valeur de l'économie réalisée selon la formule suivante :

$$I' = 1/3 (EB - EC) \times e$$

e étant le prix moyen de fourniture d'eau pour l'exercice considéré = somme des factures du concessionnaire d'eau (partie fixe + partie proportionnel) pour l'ensemble du site considéré divisée par la consommation d'eau relevée au compteur du concessionnaire.

Si la quantité d'eau EC est inférieure de plus de 25 % à la quantité théorique EB, la valeur de l'économie supplémentaire au-delà de ces 25 % revient entièrement au CLIENT.

Si la quantité d'eau EC est supérieure à la quantité théorique EB, il est retenu au TITULAIRE au titre de la pénalité P', deux tiers de la valeur de l'excès réalisé selon la formule suivante :

$$P' = 2/3 (EC - EB) \times e$$

Si la quantité d'eau EC est supérieure de plus de 25 % à la quantité théorique EB, la valeur de l'excès supplémentaire au-delà de ces 25 % est entièrement à la charge du TITULAIRE.

Il sera déduit de la consommation totale annuelle, la quantité d'eau nécessaire à la vidange et au nettoyage annuel du bassin préconisé par l'ARS pour les deux sites ainsi que celle résultant des aléas extérieurs à l'exploitation normale du bassin.

4.1.9. PARTAGE DES ECONOMIES OU EXCES CONSOMMATIONS ELECTRIQUES

Pour l'application du présent article les consommations d'électricité ELC à prendre en compte sont les suivantes :

- pour le site de Nancy : la totalité des consommations électriques de la période d'exploitation de référence,
- pour le site de Lay St Christophe : la totalité des consommations électriques de la période d'exploitation de référence moins les consommations liées aux fonctionnements des radiateurs, des CTA et du chauffage au sol pour les périodes comprises entre le 1er septembre au 30 juin (relevés sur compteurs).

Si la consommation électrique de chacun des sites de l'IRR ELC est inférieure à la quantité théorique ELB proposée par le TITULAIRE en Annexe 3 de l'Acte d'Engagement, le TITULAIRE bénéficie d'un intéressement I'' d'un montant égal au tiers de la valeur de l'économie réalisée selon la formule suivante :

$$I'' = 1/3 (ELB - ELC) \times el$$

Si la consommation électrique de chacun des sites de l'IRR (Louis Pierquin et Lay Saint Christophe) ELC est supérieure sur l'exercice considéré à la consommation ELB défini à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, le TITULAIRE sera pénalisé selon la formule suivante

$$P'' = 2/3 (ELC - ELB) \times el$$

el étant le prix moyen de fourniture d'électricité pour l'exercice considéré = somme des factures de fourniture de l'électricité divisée par le nombre de kWh électrique relevé au compteur général du site sur la période.

4.2. TRAITEMENT DE L'EAU

Les prestations dues au titre du traitement de l'eau sont détaillées en Annexe 2 au C.C.T.P.

Ces prestations ne font pas l'objet d'une redevance particulière, elles sont comprises dans la redevance P2.

4.3. REDEVANCE P2 : REGLEMENT DES PRESTATIONS DE SURVEILLANCE, CONDUITE ET PETIT ENTRETIEN

La redevance P2 est le prix forfaitaire global des prestations de surveillance conduite, petit entretien, décrites au C.C.T.P. pour les installations suivantes :

4.3.1. Périmètre des prestations

- A. **Chauffage, Ventilation, Climatisation, Extractions cuisine, Système d'extraction** des ateliers, de l'appareillage et des installations de reconditionnement des copeaux bois et compresseurs et **Moteur Désenfumage**.
- B. **Eau Chaude Sanitaire, Traitement de l'eau et des effluents, Plomberies** : des réseaux de chaud et de froid, des réseaux d'ECS.
- C. **Balnéothérapie** non compris leurs **équipements biomédicaux**,
- D. **Courants forts et faibles** : Gestion Technique du Bâtiment et Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur ; groupes électrogènes, transformateurs, onduleurs et armoires divisionnaires, BAES/BAEH, volets roulants électriques.
- E. **Équipements de cuisine** : équipements de froid, chariots de mise en température et hottes.
- F. **Portes automatiques, Portails et barrières automatiques** des sites
- G. **Toitures terrasses** pour les deux sites de l'IRR
- H. **Astreinte TCE** hors périmètre prestations multi-techniques
- I. Prestation de **déneigement, salage** à la demande (cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement).

4.3.2 Option à chiffrer - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats devront répondre à l'option suivante :

G. Toitures terrasses

Le montant global des prestations P2 par type de prestation est donné en annexe 1 à l'acte d'engagement. Le descriptif des prestations P2 est donné en annexe 2 au C.C.T.P.

4.4. REDEVANCE P3 : REGLEMENT DES PRESTATIONS DE GROS ENTRETIEN ET RENOUELEMENT DU MATERIEL

4.4.1. RECETTES P3

Pour chaque exercice, les fournitures et prestations de gros entretien sont réglées à prix global annuel et forfaitaire P3.

4.4.2. DEPENSES

A la fin de chaque exercice d'exploitation (du 1er septembre au 31 août), le TITULAIRE adressera le décompte et les pièces justificatives des dépenses effectuées au titre du gros entretien. La mise en règlement de la redevance P3 au 31 août ne sera

effectuée qu'après réception de ce décompte.

Les taux horaires et coefficient d'entreprise à prendre en compte pour les justifications du décompte P3 sont indiqués dans l'Acte d'Engagement.

Un exemple de justificatif et de décompte est présenté en annexe 4 au CCTP.

4.4.3. BILAN EN FIN DE MARCHE

Le CLIENT versera, chaque année, selon les modalités définies au chapitre 6.2, une somme r , égale au montant du P3.

Au terme du marché, le compte sera apuré de la façon suivante :

Soit : $R = (R1 + R2 + R3 + R4 + R5 + \dots + Rd)$
(somme des recettes annuelles révisées)

$D = D1 + D2 + D3 + D4 + D5 + \dots + Dd$
(somme des dépenses annuelles ayant donné lieu à justificatifs).

Premier cas : le compte est positif, c'est-à-dire R est supérieur à D :

- Alors le TITULAIRE rétrocédera au CLIENT la totalité de la différence ($R-D$). Cependant, si les parties s'entendent, cette rétrocession pourra être effectuée sous forme de travaux de valeur équivalente.

Second cas : le compte est négatif, c'est-à-dire R est inférieur à D :

- Alors le TITULAIRE supportera la totalité du dépassement ($D - R$).

5. FACTURATION ET PAIEMENT

Toutes les factures seront accompagnées des notes de calcul ou indices nécessaires justificatifs.

L'exercice contractuel de facturation est similaire à l'exercice d'exploitation soit du 1^{er} septembre de l'année n au 31 août de l'année $n+1$.

5.1. REDEVANCE P1

Sans objet.

5.2. REDEVANCE P2

La prestation de service P2 sera facturée sous forme de six acomptes par exercice : 31 octobre, 31 décembre, 28 février, 30 avril, 30 juin et 31 août.

Le règlement de l'acompte du 31 août est également conditionné par la fourniture du compte rendu d'intervention de la saison de chauffe comportant toutes les pièces précisées en Annexe 2 au CCTP.

Les acomptes seront révisés en début d'exercice soit le 1er septembre, en prenant en compte le dernier index connu. Cette révision sera constante pour tout l'exercice.

La première révision des prix aura lieu au 1er septembre 2025.

5.3. REDEVANCE P3

La prestation de service P3 sera facturée sous forme de six acomptes par exercice : 31 octobre, 31 décembre, 28 février, 30 avril, 30 juin et 31 août.

Le règlement de l'acompte du 31 août est également conditionné par la fourniture du compte rendu d'intervention de la saison de chauffe comportant toutes les pièces précisées en Annexe 2 au CCTP.

Les acomptes seront révisés en début d'exercice soit le 1er septembre, en prenant en compte le dernier index connu. Cette révision sera constante pour tout l'exercice.

La première révision des prix aura lieu au 1er septembre 2025.

5.4. PRESENTATION DES ACOMPTES ET FACTURES

En application des dispositions des articles L. 2192-3 et L. 2392-3 du Code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'établissement informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'établissement informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

* Le numéro de SIRET, qui identifiera l'établissement en tant que destinataire de la facture, à savoir :

- Centre de Lay Saint Christophe : 424 273 407 00108 (aucun service à préciser)
- Centre Louis Pierquin de Nancy : 424 273 407 00264 (aucun service à préciser)

* Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE.

A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>,
- [mailto](#) : l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et doivent être envoyées exclusivement à l'adresse figurant sur les bons de commande.

Mentions devant figurer sur les factures papiers ou électroniques :

Les factures devront comporter à minima, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché, ces factures porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la référence au marché,
- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro de compte bancaire ou postal,
- les prestations exécutées (P1, P2, P3, ...),
- le nom du site concerné,
- les montants forfaitaires et/ou unitaires des prestations HT, TVA et TTC
- la période sur laquelle porte la facturation,
- la référence au bon de commande le cas échéant,
- la date de facturation.

5.5. APPLICATION DE LA TVA

Le montant des sommes à mandater est calculé en appliquant le taux de la TVA en vigueur lors de la réalisation de la prestation.

5.6. REGIME DE PAIEMENT

Le montant des sommes à mandater est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de la livraison.

Conformément à l'article R.2192-10 décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le délai de paiement d'un marché public est fixé à 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur conforme aux prestations exécutées et aux termes financiers du marché (article R.2192-12 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique).

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (article R.2192-31 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique) et au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Le paiement sera effectué par virement bancaire.

Il sera effectué par le Directeur financier et comptable de l'UGECAM NORD-EST ou son délégataire après mandatement de la somme par l'ordonnateur, la Directrice Générale de l'UGECAM NORD EST ou son délégataire.

6. VARIATION DES PRIX

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement sont établis aux conditions économiques du mois **d'avril 2024**.

La conduite des installations étant des prestations courantes, les prix correspondants doivent être considérés comme des prix révisibles selon les modalités ci-dessous :

6.1. REVISION DU PRIX P1

Sans objet

6.2. REVISION DU PRIX P2 : PRESTATIONS DE CONDUITE ET D'ENTRETIEN

Le prix P2 défini à l'acte d'engagement est révisé par application de la formule :

$$P2 = P2o \times [0,15 + 0,70 \frac{ICHTIME}{ICHTIMEo} + 0,15 \frac{FSD1}{FSD1o}]$$

Avec : P2 nouveau prix de règlement des prestations.

P2o prix initial à la date d'établissement du marché défini à l'acte d'engagement.

ICHTIME = dernier indice connu à la date de facturation du coût horaire du travail "Industries Mécaniques et Electriques" publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

ICHTIMEo = indice du coût horaire du travail "Industries Mécaniques et Electriques" à la date d'établissement des prix, indiqué à l'acte d'engagement.

FSD1 = dernier indice connu à la date de facturation des Frais et Services Divers 1 (base 100 en juillet 2004), publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

FSD1o = indice des Frais et Services Divers 1 (base 100 en juillet 2004), à la date d'établissement des prix, indiqué à l'acte d'engagement.

6.3. REVISION DU PRIX P3 : GROS ENTRETIEN

Le prix P3 défini à l'acte d'engagement est révisé par application de la formule :

$$P3 = P3o \times (0,15 + 0,45 \frac{BT\ 40_1}{BT\ 40_o} + 0,40 \frac{BT\ 47_1}{BT\ 47_o})$$

Avec : P3 : nouveau prix de règlement des prestations

P3o : prix initial à la date d'établissement du marché défini à l'acte d'engagement.

BT40₁ = dernier indice connu à la date de facturation de l'indice BT "chauffage central" publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

BT40_o = indice BT "chauffage central" à la date d'établissement des prix, indiqué à l'acte d'engagement.

BT47₁ = dernier indice connu à la date de facturation de l'indice BT "électricité" publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

BT47_o = indice BT "électricité" à la date d'établissement des prix indiqué à l'acte d'engagement.

7. RESULTATS ET PRESTATIONS NON CONFORMES

7.1. RESULTATS A GARANTIR

D'une manière générale, le TITULAIRE garantit le respect des clauses définies dans le présent CCAP et dans le CCTP.

7.2. VERIFICATION

Les interventions du TITULAIRE peuvent être contrôlées à tout moment, et sans que celui-ci en ait été préalablement avisé par le CLIENT ou tout autre organisme mandaté (contrôleur technique, pompiers...). Le TITULAIRE ou son représentant peuvent être

convoqués lors des opérations de vérification.

Les opérations de vérification et essais ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Elles sont effectuées à l'occasion des interventions du TITULAIRE ou indépendamment de celles-ci et portent essentiellement sur la quantité et la qualité des prestations exécutées, ou des consommables et produits utilisés.

7.3. ADMISSION

A l'issue des prestations de vérification, le CLIENT prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de rejet, de réfaction ou de pénalités cumulables.

En cas de non admission pour des prestations non conformes au présent marché et ne pouvant être assimilées aux cas de forces majeures, le TITULAIRE doit prendre toutes dispositions pour remettre l'équipement en état normal.

Tout manquement fait l'objet d'un constat par le Responsable Technique de l'IRR qui est notifié au TITULAIRE. Il appartient au TITULAIRE de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

Les pénalités sont appliquées dans les conditions définies au présent CCAP. Les rejets et pénalités cumulables s'imputent d'office sur les règlements.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG Fourniture et Services, plusieurs types de pénalités sont applicables.

7.4. PRESTATIONS NON CONFORMES

La définition et la valeur du point de pénalité sont fixées au 8.2.2 ci-après.

7.4.1. PRESTATIONS NON CONFORMES GENERALES

Indisponibilité totale ou partielle du bâtiment

Tout fait dû au TITULAIRE, empêchant l'ouverture de tout ou partie de l'institut au personnel ou au public, ou mettant en jeu la sécurité des personnes et des biens, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire pour chaque constat de 10 unités par heure commencée. Sur décision du Responsable Technique de l'IRR, la pénalité peut être appliquée au prorata de la surface concernée.

Service minimal

En cas d'absence de mise en place d'un service minimal dans les conditions prévues au présent document, en plus de la réfaction des prestations non effectuées, il est appliqué au TITULAIRE une pénalité forfaitaire de 10 unités par jour.

Intervention non autorisée ou non réglementaire

Dans le cas où le TITULAIRE exécute des travaux dangereux, insalubres ou non autorisés par le CLIENT, il est appliqué une pénalité forfaitaire de :

- pour tous les équipements concernant la sécurité incendie : 6 unités
- pour les équipements du génie climatique: 4 unités

- pour les équipements de balnéothérapie : 4 unités
- pour les autres équipements: 3 unités

Tâches planifiées

Tout retard non autorisé par le CLIENT ou manquement d'exécution de tâche planifiée sur un équipement unitaire, par rapport au planning prévu et porté dans la GMAO, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire par semaine de retard et par action égale à 2 unités pour une action élémentaire et 4 unités pour un ensemble d'actions élémentaires faisant l'objet d'une seule fiche d'intervention.

Cette pénalité est applicable en cas de non respect des procédures liées aux interventions et à l'utilisation des équipements.

Délai d'intervention et délai de réparation

Si les délais fixés au CCTP ne sont pas respectés, la pénalité est de 2 unités par unité de temps commencée au delà des délais à respecter.

Moyens en matériel

En cas d'absence, de panne ou de non remplacement d'outillage, tels que décrits au CCTP, ou non rangement de matériel, outillage et produits, il est appliqué une pénalité de 1 unité par constat et par jour.

Tenue des agents du TITULAIRE

En cas d'absence de port de la tenue de travail obligatoire ou d'absence de port d'insigne du TITULAIRE, il est fait application d'une pénalité de 1 unité par constat, dans la limite d'un constat par jour.

Non mise à jour ou non remise de documents

En cas de non mise à jour ou de retard dans la fourniture des documents, etc., tels que défini à l'article 1.6 du présent CCAP, il est appliqué une pénalité égale à 1 unité par jour de retard et par document. Les listes de documents et les délais dans lesquels ceux-ci doivent être produits, peuvent être modifiés par ordre de service du CLIENT après consultation du TITULAIRE.

Réunion d'exploitation ou de coordination

En cas d'absence du Responsable TITULAIRE, agréé et désigné ou remplaçant ayant les mêmes pouvoirs de décision, à une réunion d'exploitation ou de coordination fixée par le Responsable Technique de l'IRR, la pénalité est de 2 unités.

Perte de clé ou de badge

En cas de perte de clé, de badge, ou de tout autre dispositif remis par le CLIENT au TITULAIRE pour l'exécution de ses prestations dans l'établissement, le TITULAIRE verse à l'IRR le coût de remplacement de l'appareil perdu et si nécessaire le coût de l'ensemble des modifications entraînées par cette perte, qui peut être le remplacement de toutes les serrures concernées.

Non-respect des consignes

En cas de non respect des consignes d'utilisation des équipements ou fixées par le CLIENT dans l'exploitation du bâtiment, il est fait application d'une pénalité égale à 3 unités par constat.

Non maintien des performances

Tout manquement par rapport aux performances des équipements donne lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de 2 unités par jour entier de non-respect des conditions contractuelles.

Dépassement du taux de panne toléré

En cas de dépassement du nombre de défauts toléré par contrôle ou du nombre de pannes annuel toléré et mentionné au CCTP, il est fait application d'une pénalité égale à 4 unités par unité de dépassement.

Contrôle qualité des résultats du TITULAIRE

En cas de non établissement et non remise du contrôle qualité effectué mensuellement par le TITULAIRE, la pénalité est de 2 unités.

Contrôle et alerte des consommations des eaux EF-ECS-Balnéothérapie

En l'absence d'alerte du prestataire, la pénalité est de 10 unités.

7.4.2. PRESTATIONS NON CONFORMES PARTICULIERES

Les prestations sont définies dans le CCTP. Tout dépassement des objectifs qualitatifs définis au CCTP donne lieu à application d'une pénalité de 3 unités par constat.

8. REFACTIONS ET PENALITES

8.1. REFACTION DE PRIX

Lorsqu'une prestation n'aura pas été réalisée ou aura été effectuée de manière défectueuse, le CLIENT après notification par lettre recommandée avec avis de réception adressé au TITULAIRE, pourra effectuer une refaction de prix. Cette refaction sera calculée sur la base de prix, au prorata de la prestation non effectuée ou mal effectuée.

8.2. PENALITES

L'article 14 du CCAG/FCS s'applique à l'exception des dérogations stipulées aux articles 7.4, 8.2.1 et 8.2.2 du CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G./F.C.S., le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités sont cumulables entre elles.

Le montant des pénalités quelles qu'elle soit sera limité à 40% du montant annuel de la redevance P2 par ensemble fonctionnel et par année d'exécution du marché.

8.2.1. APPLICATION DES PENALITES

Le présent article s'applique sans préjudice de résiliation possible conformément à l'article 9 "résiliation" du présent CCAP. Dans le cas de prestations non conformes, l'information est transmise par le Responsable Technique de l'IRR ou la personne désignée par tout moyen à sa convenance, téléphone, fax, confirmé par courrier recommandé avec A/R. Les délais sont calculés à partir de la réception de l'information par le TITULAIRE. Tout

appel du TITULAIRE par le CLIENT est consigné soit sur la GMAO mise à disposition, soit sur un registre conservé par le CLIENT (cahier de liaison).

Après remise en fonctionnement, le TITULAIRE en informe le Responsable Technique de l'IRR ou la personne désignée, qui porte l'heure de fin d'intervention sur le registre.

Par ailleurs, le CLIENT peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le TITULAIRE en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de 48 (quarante huit) heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure, les pénalités prévues ci-dessus, continuant à courir.

Si à l'expiration de ce délai, le TITULAIRE ne peut assurer une fourniture normale, le CLIENT peut y pourvoir aux frais (réfaction) et risques du TITULAIRE. De plus, si quinze (15) jours après l'envoi de la lettre recommandée, le TITULAIRE n'avait pas pu assurer la reprise d'une exploitation normale, le marché peut être résilié de plein droit à la seule initiative du CLIENT, sans préjudice du droit à indemnité selon les règles du droit commun.

8.2.2. MONTANT DES PENALITES

Le montant des pénalités est basé sur "l'unité" dont le coût est fixé à 50 € HT.

8.2.3. REGLEMENT DES PENALITES

Les pénalités viendront en déduction de la facture suivant leur constatation.

En cas de non prise en compte par le TITULAIRE lors de la facturation, le CLIENT effectuera lui-même la réduction de prix correspondante lors de la réception de la facture.

9. RESILIATION DU MARCHE

En dehors de la possibilité de résiliation prévue à l'article 3.1 du CCAP, la résiliation du marché est susceptible d'intervenir dans les conditions prévues aux articles 3.2 et 8.2.1 du présent C.C.A.P. et dans celles prévues au Chapitre 7 – Résiliation (articles 38 à 45) du CCAG/FCS.

- 9.1. Le marché peut être résilié de plein droit, à la demande de l'une quelconque des parties, et sans indemnité, si les conditions évoquées à l'article 4.1.2.1 sont réunies et si aucun accord sur la modification des NB ne peut être obtenu.
- 9.2. Le marché peut être résilié unilatéralement par le CLIENT et sans indemnité, si le TITULAIRE refuse ou se révèle incapable de mettre en œuvre, dans des conditions satisfaisantes, les mesures d'économies prescrites par l'IRR ou se refuse à appliquer au montant de son marché l'incidence financière de ces mesures. Il est bien entendu que ces mesures demandées restent dans les compétences du TITULAIRE.
- 9.3. Le présent marché est signé exclusivement entre le TITULAIRE et le CLIENT.
En conséquence, toute modification des structures d'une des sociétés cosignataires (intervention d'un sous- traitant, changement de statut d'une des parties, rachat du TITULAIRE par une autre société, changement du mode de facturation...) affectant les termes ou conditions de réalisation du présent marché devra faire l'objet de négociations entre les 2 parties. Si un accord ne peut être trouvé après 3 mois, le marché sera alors automatiquement résilié, sans qu'aucune indemnité ne puisse être exigée par quiconque.

- 9.4 En dérogation au guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage approuvé le 4 mai 2007 par le Comité Exécutif de l'Observatoire Economique de l'Achat Public, et sans préjudice des indemnités éventuellement dues, le TITULAIRE pour résilier son marché mais devra en avertir par courrier recommandé avec accusé réception le CLIENT au moins 6 mois avant l'issue de la saison de chauffe en cours. Toute saison de chauffe commencée devra être poursuivie jusqu'à son terme. En tout état de cause, un préavis minimum de 6 mois sera appliqué.

10. CLAUSE RESOLUTOIRE

Cet article complète les dispositions prévues aux articles 38,39 et 40 du CCAG/FCS.

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution par l'EXPLOITANT de ses obligations contractuelles, le présent marché pourra être résilié de plein droit après mise en demeure préalable de s'exécuter dans un délai d'un mois sans que l'EXPLOITANT puisse prétendre à une indemnité.

Cette mise en demeure entraînera l'apurement des comptes entre les parties en fonction des prestations effectivement réalisées, déduction faite des éventuelles pénalités de retard et dommages et intérêts pouvant être appliqués par les établissements.

11. EXECUTION PAR DEFAUT

Il est fait application de l'article 45 du CCAG/FCS.

L'établissement est autorisé à faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du Titulaire, le service dû par ce dernier, du seul fait du retard, du refus de réaliser la prestation objet du marché ou en raison de prestations non conformes au marché. S'il en résulte une majoration de prix, celle-ci est mise de plein droit à la charge du Titulaire.

12. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

12.1.1 Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support (interdiction de communiquer avec les familles, et/ou les enfants sur tout ce qui concerne les affaires afférentes à l'IME, sans autorisation du Directeur d'établissement).

12.1.2 Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

12.1.3 Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

12.1.4 Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

3. DIFFÉRENDS ET LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à la conciliation et médiation, conformément aux articles L.2197-2, L.2197-3, L.2197-4, L.2197-5 et L.2197-7 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Il est fait application du Chapitre 8 : Différends du CCAG/FCS.

Si ce litige ne peut être réglé de façon amiable ou par voie d'arbitrage, le tribunal compétent est le tribunal judiciaire dans le ressort duquel se trouve l'UGECAM Nord Est, étant entendu que le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

14. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Il est dérogé à l'article 14 "Pénalités" du CCAG /FCS par l'article 8 du CCAP.

Le Candidat,

Lu et approuvé (Cachet et signature)

Fait à, le

L'UGECAM Nord-Est,

Le Pouvoir adjudicateur représenté par,

La Directrice Générale

Christelle PROST

Fait à Nancy, le